3. L'interdiction du DDT a tué des millions d'hommes

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un article de J. Gordon Edwards paru dans le magazine *Fusion* n°48 de novembre-décembre 1993. L'auteur, professeur émérite d'entomologie à l'université de Californie à San José, a enseigné la biologie et l'entomologie en ces lieux pendant quarante-quatre ans. Il est un membre très ancien du Sierra Club et de la Société Audubon et membre à vie de l'Académie des sciences de Californie. Il est l'auteur de plusieurs articles ornithologiques publiés par la Société Audubon et par d'autres groupes écologistes.

Le paludisme, qui aurait pu être éradiqué il y a vingt ans, est de nos jours encore la maladie tropicale la plus grave et un obstacle insurmontable au développement économique et social d'une grande partie du monde. Avant la découverte du DDT au début des années 40, on recensait plus de 300 millions de cas par an, et plus de 3 millions d'hommes en mouraient chaque année. Grâce au DDT, des millions de vies humaines furent arrachées aux griffes du paludisme au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. On espérait que le DDT mettrait fin à ce tueur en masse, une fois pour toutes.

Il n'en fut rien, à cause d'une campagne irrationnelle contre les insecticides, lancée aux Etats-Unis par Rachel Carson dans son livre *Silent Spring*. Aujourd'hui plus de 2 milliards d'hommes — 40% de la population mondiale — vivent en territoires infestés. 270 millions d'êtres humains sont paludéens. On estime l'augmentation des cas recensés à plus de 100 millions par an (environ 300 000 cas par jour). Cette maladie constitue pour les voyageurs dans ces pays un danger plus important que toutes les autres maladies réunies. On déplore toujours plusieurs millions de morts par an, plus que par toutes autres maladies, et la plupart des victimes sont des enfants. L'Afrique est la plus touchée, avec plus de 85% des cas connus dans le monde. Plus de 30% de la mortalité infantile doit lui être attribuée directement.

C'est à juste titre que le paludisme est la «reine des maladies». Son taux de mortalité est effrayant. En 1923, la grande épidémie de paludisme qui ravagea l'Union soviétique frappa plus de 5 millions de personnes et en tua 60 000. En Egypte, en 1942, juste après l'invasion du moustique Anopheles gambiae dans la fertile vallée du Nil, 135 000 victimes. Aux Etats-Unis dans les années 30, il y avait 6 ou 7 millions de cas chaque année. Des milliers de gens faisaient la grimace en avalant l'amère quinine quotidienne pour se protéger des fièvres et des frissons qui sont le signe de la maladie. Dès l'invention du DDT, ce fléau disparut d'Amérique du Nord.

Le DDT en guerre contre le paludisme

En 1943 on dispose du DDT pour la lutte contre les moustiques vecteurs du paludisme et de la fièvre jaune, les poux de corps vecteurs du typhus, les puces vectrices de la peste, et bien d'autres insectes nuisibles. Cette découverte changea le monde, elle ouvrait une ère d'espoir pour ses habitants.

Dès 1945, les Centres des maladies contagieuses du Service américain de santé publique assumèrent la responsabilité d'administrations locales de centres nationaux antipaludéens dans dix-huit pays, par le truchement de l'Agence internationale pour le développement (AID) du département d'Etat. En Grèce, par exemple, un programme de contrôle débuta en 1946 et, en trois ans, le nombre de cas tomba de 2 millions à environ 50 000. (...)

L'arme essentielle contre l'anophèle (le seul vecteur du paludisme) était le DDT. Le programme se proposait aussi d'éliminer du sang humain le *Plasmodium*, protozoaire infectieux cause directe de la maladie, au moyen de différents médicaments. (...)

En 1960, 1,5 milliard de personnes vivaient dans des zones anciennement impaludées dont le DDT avait éradiqué le fléau. En 1969, l'éradication était chose faite dans 36 des 146 pays insalubres. Dans 53 d'entre eux, le programme d'éradication était en pleine expansion, et 27 autres pays se mettaient à la tâche. Le Pakistan, par exemple, comptait 7 millions de cas en 1961, mais 9 000 seulement en 1969. L'AID américaine avait donné au gouvernement pakistanais plus de 25 millions de dollars, et avait prêté 35 millions de plus pour financer le programme d'éradication par le DDT. *«Ce résultat sans comparaison possible est dû presque entièrement à l'utilisation du DDT»* firent savoir les Centres américains de lutte contre les maladies contagieuses, *«le DDT est le seul produit sûr et économique disponible à ce jour»*.

Rachel Carson entre en scène

Ces «résultats sans comparaison possible» furent stoppés par les écrits de Rachel Carson. Ces mensonges avec lesquels elle mobilisa les mouvements écologistes naissants mirent fin à l'utilisation du DDT. En 1962, Rachel Carson fit paraître *Silent Spring* (*Printemps sans oiseaux*), livre qui accusait à tort le DDT de provoquer de nombreux maux pour les humains, les animaux utiles et l'environnement. L'hystérie déclenchée par Rachel Carson et ses disciples amena l'interdiction du DDT. Le bilan de cette interdiction se calcule en millions de morts et une somme de souffrances qui ne peut pas s'exprimer par les statistiques.

La campagne de Rachel Carson frappa durement la lutte antipaludéenne et réussit à y mettre fin. En 1967, l'OMS modifia ses objectifs : il n'était plus question d'*«éradication»*, mais *«de contrôle de la maladie, là où c'était possible»*. Quelque 63 pays, qui avaient engagé d'énormes dépenses, abandonnèrent simplement la lutte. Une résolution approuvée par un grand nombre de biologistes lors de la 22ème session de l'Assemblée de l'OMS, en 1969, supplia les fabricants de *«poursuivre la production de cet insecticide salvateur en vue de pouvoir continuer à protéger les populations de la malaria»*. Un arrêt de la fabrication du DDT aux Etats-Unis, disaient-ils, les priveraient d'un approvisionnement normal dans la plupart des régions impaludées. Le résultat serait *«un retour en force de la maladie dans les pays concernés, des centaines de millions de malades, des millions de morts, et ce dans la décennie»*.

En dépit de la preuve scientifique de l'innocuité du DDT sur les humains, William Ruckelshaus, l'administrateur de l'Agence pour la protection de l'environnement américaine interdit le DDT en 1972. Malheureusement, quand les programmes de lutte antimoustique furent arrêtés, le paludisme resurgit, avec des taux de morbidité plus élevés qu'auparavant, à cause d'une densité de population humaine plus grande dans les zones anciennement impaludées (davantage de monde s'y était installé, sous la protection du DDT). En 1976, les cas de paludisme déclarés étaient montés à 800 millions, et les morts annuels à plus de 8 millions. Jetons un coup d'œil sur deux exemples, l'Inde et Ceylan.

L'Inde comptait plus de 100 millions de malades dans les années 40, et 2,5 millions de morts par an. Après le début du programme DDT, les malades tombèrent à moins de 100 000, et les décès annuels à moins de 1 000. Le gouvernement indien consacrait 60% de son budget de santé publique au contrôle du paludisme, et cela fut payant. Les personnels de santé pensaient que la maladie avait été éliminée. Changement de flux à la fin des années 60, du fait de la panique déclenchée par Rachel Carson et les pseudo-écologistes. En 1972, l'Inde compte à nouveau plus de 1 million de malades. Il y en a plus de 4 millions en 1974, et plus de 6 millions en 1976 (et les personnels de santé croient que le nombre était plus près de 12 millions). Le gouvernement de l'Inde est en train de regagner du terrain avec du DDT fabriqué au Sri Lanka et au Bengladesh, mais il reste beaucoup à faire.

Ceylan, l'actuel Sri Lanka, déplorait 3 millions de malades par an au début des années 50, et plus de 12 000 morts. L'épandage de DDT commence en 1946, et en 1962 le pays compte seulement 31 cas au total, en 1963 seulement 17, et pas un seul décès. Quand les campagnes de lutte furent arrêtées, suite au livre terrifiant de Rachel Carson, et aux protestations publiques qu'il engendra, les taux de paludisme recommencèrent à monter : 308 en 1965, 3 466 en 1967, 17 000 pendant le seul mois de janvier 1968, suivi d'un mois de février qui en compta 42 000. En 1969 et 1970, des millions de malades. (...)

Un produit chimique très utile

Beaucoup d'autres maladies furent jugulées par l'emploi du DDT, y compris trois types de leishmanioses transmises par des moucherons du genre *Phlebotomus*. Les cas de leishmanioses disparurent dans les zones de lutte antipaludéenne. Les problèmes liés aux punaises et autres parasites diminuèrent près des habitations traitées.

La communauté scientifique du monde entier a reconnu ce qu'elle devait aux bienfaits du DDT. *«Le DDT est encore le moyen le plus radical et le moins cher pour faire baisser ou même éradiquer le paludisme, et ceci reste vrai en dépit de la résistance au produit (qui n'est pas totale)»* disait le directeur de l'OMS en 1969, et concluait ainsi : *«Le produit est tellement sûr que nous n'avons jamais rencontré de syndrome d'empoisonnement chez nos 130 000 épandeurs, ou parmi les 535 millions d'habitants des maisons traitées. Aucune toxicité ne se manifesta dans la population animale sauvage des pays participant à la lutte antipaludéenne. L'OMS n'a aucune raison d'abandonner ce produit qui a sauvé des millions de vies humaines, et si on cessait de le fabriquer il y aurait des milliers de morts et des millions de malades. Il a été utile pour au moins 2 milliards de gens sans coûter une seule vie humaine par intoxication. L'arrêt de l'usage du DDT serait un désastre pour la santé mondiale.»* L'OMS a aussi mis l'accent sur le fait *«qu'on n'a jamais constaté d'effet nocif du DDT pour le cheptel domestique»*. En 1970, l'Académie des Sciences américaine fit cette déclaration officielle : *«L'homme n'a jamais contracté une dette aussi énorme envers un produit chimique que celle qu'il doit au DDT. On estime que le DDT a sauvé 500 millions de vies humaines en un peu plus de deux décennies, vies que la malaria aurait emportées, et d'une manière inévitable.»*

En dépit de ces déclarations scientifiques, en 1972, pendant les audiences de la Chambre des représentants, il fut à craindre que William Ruckelshaus ne fit interdire le DDT, et ce quel que soit le résultat des enquêtes. Il était à prévoir que l'interdiction du DDT aux Etats-Unis aurait des répercussions sur les programmes internationaux de lutte contre le paludisme, en créant des peurs infondées dans d'autres pays. L'interdiction du DDT aux Etats-Unis obligerait de fait les autres pays à suivre la même voie... avec toutes les suites tragiques

qu'entraînerait une telle mesure. Comme c'était à craindre, William Ruckelshaus passa outre à la décision du juge Edmund Sweeney nommé aux auditions des Représentants, et décida seul l'interdiction de l'utilisation du DDT sur le territoire américain à compter du 1er janvier 1973. (On trouve les détails de tout ceci dans le *Congressional Record* du 24 juillet 1972, pages S 11545-46, intervention du Sénateur Goldwater). Bien que Ruckelshaus ait avoué dans une lettre au président de l'Association des bureaux fermiers américains (26 avril 1979) que *«la décision était politique plutôt que scientifique»*, cette interdiction est toujours en vigueur aux Etats-Unis. (...)

Le facteur malthusien

Le but essentiel du livre si violemment controversé de Rachel Carson, *Silent Spring* était de jeter le discrédit sur les pesticides, et plus particulièrement le DDT. On y trouve, et par dizaines, des erreurs sérieuses, des distorsions, des omissions des faits dans presque tous les chapitres, et elles alarmèrent et terrifièrent le lecteur de bonne foi[1]. Plus grave, des organismes de protection de l'environnement écologique jusque là animés du seul sens des responsabilités, répercutèrent ces contrevérités pour s'attacher un plus grand nombre de donateurs au milieu d'un public injustement alarmé. Le résultat en est une plus grande somme de souffrances et de morts humaines dans le monde entier.

Rachel Carson, très maligne, dédia son livre *«à Albert Schweitzer, qui a dit que "l'homme a perdu la capacité de prévoir et de prévenir. Il finira par détruire la Terre"»*. Comme le thème majeur du livre est la suppression des insecticides en tant que danger pour l'environnement et la santé humaine, les lecteurs crurent à une désapprobation implicite de Schweitzer envers les insecticides. Mais dans sa biographie ce grand humaniste écrit explicitement : *«comme ces insectes diaboliques nous font perdre du temps et nous coûtent de travail !... un rayon d'espoir nous est donné par le DDT.»*[2] (...)

Quelques autorités de santé allèrent jusqu'à affirmer qu'une éradication du paludisme à l'échelle du globe déclencherait une explosion démographique et ouvrirait la boîte de Pandore. Les pilules anticonceptionnelles n'étaient pas encore disponibles dans les années 50, et nombreux étaient ceux qui pensaient que le contrôle de la population ne pouvait être obtenu que par une mortalité infantile élevée due au paludisme (de l'ordre de 40% dans le tiers monde). Comme le dit un fonctionnaire de l'AID : *«Mieux vaut qu'ils meurent plutôt qu'ils ne se reproduisent de façon anarchique.»*[3]

Les organisations écologiques les plus connues se rangèrent du côté des moustiques et des micro-organismes qu'ils transmettent. La Société Audubon s'opposa explicitement à la campagne antipaludéenne, et, en juillet 1969, distribua 17 000 tracts pour mobiliser ses membres dans son combat contre le DDT... *«qu'il soit banni dans tout le territoire et interdit à l'exportation»*. Un manque de sensibilité envers les souffrances de millions de non-blancs des pays les plus pauvres se fait entendre dans les paroles de Michael McCloskey, directeur du Sierra Club, qui écrit en toutes lettres en février 1972 : *«Le Sierra Club demande l'arrêt de l'utilisation des insecticides, même dans les pays où le DDT a réussi à juguler la malaria... Avec le DDT nous faisons chuter le taux de mortalité dans les pays sous-développés sans avoir considéré la manière dont nous pourrons nourrir ces populations en surnombre.»*

Le Dr Alexander King, chef du Club de Rome malthusien, qui a des activités dans plus de quarante pays sur les cinq continents, émit une opinion semblable dans un livre, *The Discipline of Curiosity* (Publications scientifiques Elsevier, page 43). Il avait été de ceux qui avaient aidé à l'expansion du DDT pendant la Deuxième Guerre mondiale, écrit-il, et était saisi par *«le nombre énorme de vie*

sauvées. Mes doutes commencèrent quand le DDT fut introduit dans les circuits civils. En Guyane, en deux ans, la malaria avait presque entièrement disparue, mais le taux de natalité avait doublé. Le principal reproche que je fais au DDT est que, après coup, je constate qu'il a grandement contribué au problème de surpopulation».

Quant à l'Environmental Defense Fund, qui profita de la controverse à propos du DDT pour devenir une riche organisation écologiste américaine, le congressiste John Rarick rapporte à son propos, dans une audience de la Chambre des représentants le 3 mars 1971, une remarque de son principal biologiste, le Dr Charles Wunster. Un reporter demanda à Wunster si la suppression du DDT entraînerait l'utilisation d'insecticides plus toxiques, et il répondit : *«Et alors ? Ce sont les gens qui sont la cause de tous les problèmes. Il y en a trop. Nous devons nous débarrasser de cet excès, et ce moyen est aussi bon qu'un autre.»*[4]

Après la suppression du DDT aux Etats-Unis, les activistes écologistes accélérèrent leur campagne pour en interdire aussi l'exportation. De 1974 à 1976, l'Export-Import Bank finança pour plus de 3 milliards de dollars d'exportation de pesticides, ce qui préserva de nombreuses vies humaines dans les pays tropicaux. En 1976, la Société Audubon et le Conseil national de la défense des ressources naturelles (NRDC) traîna l'Export-Import Bank devant les tribunaux fédéraux pour obtenir qu'elle cesse ses financements d'insecticides dans les pays sous-développés. Le Centre juridique national pour la défense des intérêts publics se porta au secours de la défense et, en 1980, la Cour rendit son arrêt contre les pseudo-écologistes. Comme le dit le porte-parole du Centre juridique : *«L'arrêt de la Cour fédérale dit en substance que les exportations ne seront pas diminuées et que notre nation ne se pose pas en impérialiste écologiste.»*

En 1977, les groupes écologistes firent un autre procès dans le but d'obliger l'AID à soumettre des résultats de recherche d'impact sur l'environnement pour chaque pesticide avant son exportation vers le tiers monde. Cela aurait retardé les chargements urgents pendant des semaines ou des mois tandis que mouraient des milliers de victimes du paludisme.

En 1980, les pseudo-écologistes poussèrent les gouverneurs John Brown (Californie), Patrick Leahy (Vermont), Howard Metzenbaum (Ohio) et William Proxmire (Wisconsin) à déposer un projet de loi qui aurait imposé au département d'Etat de signaler aux gouvernements étrangers tout retrait de pesticide du marché américain, que ce soit de manière délibérée ou autrement. Des projets de lois des représentants Cecil Heftel (Hawaii) et Michael Barnes (Maryland) tendaient à restreindre les exportations américaines et renforcer les règlements sur les produits comestibles importés quant à leur teneur en insecticides. L'effet indirect aurait été la cessation totale et immédiate de l'épandage d'insecticides dans les pays qui en avaient le plus urgent besoin dans leurs programmes de santé publique et de protection agricole, mais qui avaient aussi besoin des dollars de la vente de leur production agricole.

Un effet néfaste plus direct sur la santé et le bien-être fut causé par le fait que les Etats-Unis suspendirent leur aide financière pour la santé publique et la lutte anti-acridienne pour tous les pays qui faisaient usage d'insecticides condamnés ou d'emploi restreint par le gouvernement américain. En Afrique, une grande famine a suivi la perte des récoltes dues aux invasions de criquets incontrôlées.

Quoi qu'il en soit, les groupes écologistes continuèrent leur pression pour l'interdiction des exportations d'insecticides. En 1986, l'AID prit ses dispositions pour se conformer à la loi sur la Politique environnementale nationale en publiant «Comment se conformer à la Réglementation 16». Le secrétaire d'Etat George Shultz, prenant ce texte explicatif au pied de la lettre, télégraphia aux ambassades américaines outre-mer : *«Les Etats-Unis ne peuvent pas, je répète ne peuvent pas, cautionner une politique de programmes donnant lieu à l'em-*

ploi des pesticides suivants : lindane, HCH, DDT et dieldrine.» Les pays incapables de mettre en œuvre leurs programmes sans l'aide financière des Etats-Unis furent ainsi empêchés de réaliser des programmes importants de santé publique et de bien-être pour leurs malheureux citoyens.

Les lecteurs des publications luxueuses qui émanent des organisations écologistes sont ravis des photographies en couleurs d'animaux dans leur milieu naturel tropical. Ont-ils remarqué qu'il n'y a jamais la moindre parole de consolation pour les hommes qui vivent dans le même milieu que les animaux ? Ces hommes qui sont malades, anémiques, aveugles ou mourants du paludisme, de peste, de maladie du sommeil ou de leishmaniose ne figurent pas sur les photos. On ne montre pas davantage les millions de gens sous-alimentés ou mal nourris à cause des campagnes écologistes. Sans se laisser émouvoir par les maladies et les morts qui sont le fruit de leur activité anti-insecticide, les magazines écologistes donnent beaucoup de place aux articles sur le tort que fait l'homme à la nature par la déforestation des jungles humides, et pleurent la raréfaction de l'éléphant et autres grands mammifères qui sont les cibles des objectifs photographiques des touristes.(...)

La résistance aux pesticides

Le développement par les insectes d'une «résistance» aux insecticides a été étudiée avec soin. Individuellement, les insectes ne peuvent pas développer une résistance, et on les tue aussi facilement après qu'avant qu'ils aient été exposés au DDT. Quelques moustiques, peut-être 1 sur 1 000, ne meurent pas après avoir été saupoudrés, parce qu'ils produisent des enzymes qui cassent le DDT. D'autres moustiques fabriquent d'autres enzymes qui cassent d'autres insecticides ou les font hériter de caractères comportementaux qui les mettent à l'abri de leurs prédateurs ou leur font éviter des situations qui mettraient en danger leur survie. La production d'enzymes est héréditaire, et les gènes qui détruisent le DDT sont probablement chargés de fonctions utiles (c'est-à-dire qu'ils étaient déjà utiles, et n'étaient pas à l'affût d'une attaque chimique par le DDT ou d'autres insecticides).

Si un moustique porteur d'un gène qui détoxifie le DDT se reproduit avec un autre moustique porteur du même gène, leurs descendants en seront probablement pourvus aussi. Si la population est soumise au DDT régulièrement, une plus grande proportion d'insectes porteurs de ce gène survivra. Ceux qui ne l'ont pas mourront avant de pouvoir se reproduire. Avec le temps la population d'insectes survivants sera génétiquement différente de la population originale, et semblera «résistante» à l'insecticide.

Le DDT sur les murs intérieurs des cases tue la plupart des moustiques qui s'y posent. Si l'un d'entre eux était «résistant» au DDT, il ne mourra peut-être pas, mais il est hautement improbable qu'il puisse rencontrer un de ses semblables, et justement un du sexe opposé. Les mâles ne se nourrissent pas de sang et ne s'approchent pas des hommes. Si malgré tout devait se développer une résistance, un autre insecticide, de formule entièrement différente, pourrait alors être vaporisé sur les murs pour tuer les moustiques résistants au DDT, s'il existait encore des insecticides efficaces dans les stocks.

Malheureusement, le DDT était si bon marché qu'il a aussi été utilisé dans les champs et les jardins près des maisons. Il en résulta donc effectivement une résistance au DDT dans certaines populations d'anophèles, et d'autres insecticides durent être mis en œuvre pour le contrôle des moustiques. Cela n'a jamais été un problème majeur : en 1970, le directeur général de l'OMS écrivait : *«Les zones où sont apparus des problèmes techniques (résistance) ne constituent que 1% du territoire total soumis au programme d'éradication, mais une*

publicité contraire sur ces cas particuliers a eu une influence hors de proportion sur le programme global compte tenu de leur importance.» Des 107 pays impaludés, 62 signalèrent des cas de résistance dans l'une ou l'autre des populations d'anophèles, résistances à l'un ou l'autre insecticide.

Efficacité du contrôle biologique ?

Les écologistes aiment à prôner ce qu'il est convenu d'appeler le contrôle naturel ou «biologique» des insectes nuisibles. Depuis plus de trente ans, l'OMS a effectué des expériences de «contrôle biologique» pour les populations de moustiques, sans grand succès. Après l'assèchement, le drainage et le remblai des flaques, on a cherché du côté du contrôle génétique et de l'incompatibilité cytoplasmique. L'efficacité d'insectes prédateurs (odonates, hémiptères et coléoptères) fut étudiée. On introduisit des gambusias et des poissons rouges dans les mares. On essaya une grande variété de virus, de bactéries, de champignons, de protozoaires et de vers nématodes qui auraient pu détruire les larves de moustiques.

Une sous-espèce de *Bacillus thuringiensis* du nom d'*Israelensis* et connue comme BTI se montra efficace en 1977. Le bacille synthétise en fait des endotoxines dans le système digestif de la larve et la tue, mais cette endotoxine a une vie très courte lorsqu'elle est exposée à la chaleur et à la lumière, et ne dure que quelques jours. Des virus tuent quelques fois les larves dans la nature, mais on ne sait pas les produire en masse dans les laboratoires. Des nématodes mermithides (vers ronds *Romanamermis*) donnèrent des résultats non systématiques, sauf dans de petites flaques. Différentes sortes de champignons furent plus prometteuses, surtout des genres *Coelomomyces, Metarrhizium, Beauveria, Lagenidium* et *Cullcinomyces,* mais aucune moisissure n'a pu être produite en quantités suffisantes pour le contrôle antipaludéen. On essaya aussi des protozoaires microspores, mais sans grand succès.

En 1993, aucune de ces méthodes, sauf le drainage des eaux stagnantes, n'a permis une destruction significative des moustiques dans leur habitat naturel. Si les formes vivantes de contrôle biologique étaient lâchées dans l'écosystème aquatique, elles pourraient être dangereuses pour les autres formes de vie. Leur utilisation future rencontrera l'opposition de nombreux «écologistes». Ainsi, le *Bacillus thuringiensis* disséminé dans les arbres pour en éliminer les chenilles nuisibles a également fortement réduit les populations d'insectes inoffensifs, et plus spécialement d'autres genres de mites et de papillons.

L'Amérique du Nord héberge plusieurs espèces d'anophèles qui sont d'excellents vecteurs du parasite de la malaria. De nombreux insecticides qui auraient pu en contrôler les populations ont été interdits, mais seraient-ils encore disponibles, il n'est pas question de les utiliser dans l'habitat aquatique des larves de moustique. Aux Etats-Unis, ces sites ne peuvent être traités à cause de la rigidité de la loi sur l'eau propre dont les infractions sont punies de prison ferme et d'amendes énormes. (...)

«Vivre avec le paludisme ?»

En 1991, la Société américaine pour l'avancement des sciences publia un petit livre hors de prix intitulé *Malaria and Development in Africa* contenant le résultat des conférences sur la malaria dans le monde entier. C'est dans ce fascicule que l'OMS dévoile sa Stratégie mondiale de contrôle de la malaria. Cette approche vise à *«mettre davantage l'accent sur le malade, et de ne faire de prévention que là où elle est bon marché et susceptible d'être soutenue».* Le

but est qu'en 1997 on ait *«un contrôle raisonnablement efficace»* dans au moins 85 pays où la malaria est endémique.

L'OMS dit qu'en l'an 2000, la mortalité par paludisme aura chuté d'au moins 20% dans 70 pays, par rapport aux niveaux de 1995. Plus tard, toujours selon l'OMS, *«le but sera de faire baisser le taux de mortalité d'au moins 80% dans les cinq dernières années du siècle dans la plupart des pays impaludés»*. L'opuscule ne mentionne nulle part de méthode d'élimination des larves ou des moustiques adultes, et ne donne aucun détail sur les produits chimiques qui pourraient éventuellement remplacer la quinine, la chloroquine ou le Fansidar pour enrayer le paludisme. Les fonds pour ce programme sont déjà exorbitants, et l'OMS estime que les coûts dépasseront 1,8 milliard de dollars en 1995, à comparer aux 800 millions de 1987. Le directeur de l'OMS, Peter de Raadt, pense qu'à ce moment-là, la moitié des pays participants *«aura des programmes satisfaisants, si l'OMS atteint ses objectifs»*. On n'évoque aucune autre méthode dans ce cahier, mais, d'après de Raadt, ce n'est pas un problème, *«car la quinine et la tétracycline sont toujours efficaces»*, et de nouvelles médications *«sont prêtes à sortir de la chaîne de production (...) Grâce à une stratégie correctement mise en œuvre, c'est possible»*.

Quelle est cette «stratégie correctement mise en œuvre» ? Nulle part dans la publication on n'évoque de méthodes de contrôle des larves et des adultes, ni les spécifications des produits chimiques qui devraient éliminer le plasmodium. Il y a de grandes discussions sur *«les approches trans-sectorielles»*, la *«planification»*, *«convoquer des conférences»*, *«nommer les responsables»*, *«surveiller la santé publique»*, *«faire la carte du paludisme dans chaque pays»* et *«enregistrer des données épidémiologiques précises»*. Il est dit plusieurs fois que *«les stratégies doivent être adaptées aux populations»*, ce qui induit une priorité pour le développement de nouvelles méthodes de travail pour mettre en œuvre «la pensée nouvelle» de cette stratégie globale. Le but, dit David Nabarro, de l'administration britannique du développement de l'outre-mer, est de *«vivre avec le paludisme, plutôt que de l'éliminer»*. Plus surprenant encore dans sa bouche : *«L'OMS a formellement mis fin à la stratégie d'éradication du moustique vecteur.»* Il faut quand même rappeler que l'éradication du vecteur n'a jamais figuré dans la stratégie de l'OMS. Elle a toujours dit avec emphase que l'objectif était non l'éradication du moustique vecteur, mais la prévention de la transmission du plasmodium de la malaria par le vecteur. Cela vous semble-t-il au moins plus intelligent que d'éliminer les moustiques ?

Tels qu'ils figurent dans *Malaria and Development in Africa*, on peut compter quatre composantes majeures dans la nouvelle stratégie mondiale antipaludéenne, à savoir : (1) miser sur un diagnostic rapide et un traitement immédiat ; (2) élaborer puis mettre en œuvre des programmes sélectifs de prévention ; (3) détecter rapidement les épidémies et (4) réévaluer régulièrement l'état paludéen dans chaque pays. Avec cette stratégie, les bureaucrates vont avoir du pain sur la planche, mais la «réévaluation des catastrophes» ne sauve pas de vies humaines, et cette stratégie est bien muette sur les soins ou les méthodes de prévention.

Un rapport plus récent de l'Institute of Medecine conclut : *«Ce sont des jours sombres dans la lutte contre la malaria.»* Un des auteurs, Awash Teklehaimanot, chef du service antipaludéen de l'Ethiopie, qui manifesta sa désapprobation de ce rapport, fit connaître son avis contraire : *«L'emphase est mise principalement sur la recherche (médicale) antipaludéenne (contre le plasmodium) dans ce rapport, et on prête trop peu d'attention à la prévention et au contrôle.»* Un membre du comité de la malaria de l'Institut, le Dr James Jensen répondit : *«Même en multipliant nos efforts de prévention, le parasite gagnera du terrain parce qu'il résiste de mieux en mieux à notre chimie et à nos insecticides»*. Et conclut : *«Nous avons désespérément besoin d'outils nouveaux.»*

Avec une stratégie aussi médiocre de la part des experts, les habitants des pays infectés sont vraiment mal partis. Il est difficile de ne pas penser que l'OMS et l'AAAS (l'Association américaine pour l'avancement des sciences) ont rejoint les rangs de ceux qui pensent comme le fonctionnaire de l'AID déjà cité : *«Mieux vaut qu'ils meurent plutôt qu'ils ne se reproduisent de façon anarchique.»*

Références

1. J.Gordon Edwards, «The lies of Rachel Carson», *21st Century*, Summer 1992.
2. Albert Schweitzer, *Ma vie et ma Pensée*, Albin Michel, 1986.
3. Robert Desowitz, *The Malaria Capers*, W.W. Northon, New York, 1992
4. Discours de Victor Yannacone, un des fondateurs de l'Environmental Desfense Fund, le 10 mai 1970, cité dans les auditions sur le Federal Pest Control Act de 1971, Chambre des représentants, série n°92-A, p266, 1971.